



- seul le texte prononcé fait foi -

27^{ième} session du Conseil des droits de l'homme
Point 7 de l'ordre du jour
Intervention du Luxembourg (22.9.2014)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg exprime sa grave préoccupation au regard de la situation dans les Territoires palestiniens occupés. Le récent épisode sanglant du conflit israélo-palestinien qui constitue la troisième crise de Gaza en six ans est aussi celle qui a été la plus meurtrière, avec plus de 2100 morts. La plupart des victimes sont des civils et il convient de déplorer plus spécifiquement que le tribut particulièrement lourd payé par les enfants.

Pour l'heure, le niveau de destruction à Gaza rend la vie quotidienne des Gazaouis extrêmement difficile : nombre de logements et d'infrastructures économiques et sociales ont été détruits, l'approvisionnement de la population en eau, assainissement et électricité a été sérieusement affecté... sans oublier qu'aujourd'hui, quasiment toute la population de Gaza a désormais besoin d'aide alimentaire.

Le droit d'Israël de mettre au premier plan de ses préoccupations la sécurité de ses citoyens ne saurait être contesté. Et nous condamnons de la manière la plus ferme les tirs de roquettes et de mortiers qui s'abattent sur les villes israéliennes. Mais ceci ne justifie pas les souffrances qui sont infligées aux populations civiles de Gaza, plongeant la bande de Gaza dans une grave crise humanitaire.

Le Luxembourg attache la plus grande importance au respect du droit international humanitaire qui doit être respecté en tout lieu, en toutes circonstances et par toutes les parties à un conflit.

Mon pays est favorable à la levée du blocus qui pèse sur la population palestinienne et qui prive les Gazaouis de leurs droits légitimes à une vie économique et sociale digne, mais aussi à toute initiative prévenant le réarmement de Gaza qui fait peser une menace sur la population israélienne.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg reste convaincu que le conflit israélo-palestinien ne peut être résolu par des moyens militaires, mais uniquement par un règlement politique juste et équilibré menant à la coexistence de deux Etats vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité.

Je vous remercie.